

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE

DÉLIBÉRATION n° 2013/09/24-01

Le **conseil d'administration**, en sa séance du 24 septembre 2013, sous la présidence d'Yvon BERLAND, Président,

Vu le Code de l'Education,

Vu la Loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche,

Vu les statuts de l'Université d'Aix-Marseille adoptés par l'assemblée constitutive provisoire en sa séance du 14 octobre 2011,

DÉCIDE :

OBJET : Modification des statuts de l'Université

Suite à la promulgation de la Loi du 22 juillet 2013 susvisée, il est proposé au conseil d'administration d'adopter diverses modifications apportées aux statuts de l'Université.

L'UNEF propose qu'une modification supplémentaire soit apportée au projet de statuts présenté.

Mise aux voix, cette proposition recueille 3 voix pour et 27 voix contre. Elle est rejetée.

Le conseil d'administration approuve les modifications apportées aux statuts de l'Université d'Aix-Marseille.

Les statuts ainsi modifiés sont annexés à la présente délibération.

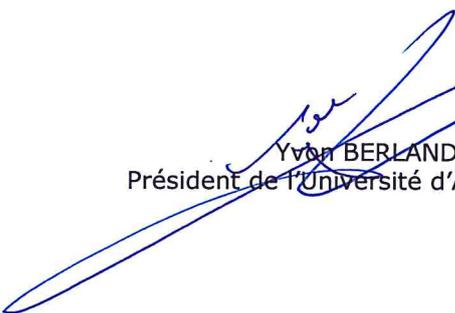
Cette délibération est adoptée par 24 voix pour, 1 voix contre et 5 absents.

Membres en exercice : 30

Quorum : 15

Présents et représentés : 30

Fait à Marseille, le 24 septembre 2013


Yvon BERLAND
Président de l'Université d'Aix-Marseille





STATUTS D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITE

Adoptés par l'assemblée constitutive provisoire en sa séance du 14 octobre 2011

*

Modifiés par le conseil d'administration de l'Université en séances
du 29 mai 2012,
du 26 juin 2012,
du 25 septembre 2012,
du 26 février 2013
et du 24 septembre 2013

*

Dernières modifications approuvées par le conseil d'administration : 24 septembre 2013

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PREAMBULE	6
TITRE I : MISSIONS ET STRUCTURES	7
Article 1 – APPELLATION	7
Article 2 – STATUTS	7
Article 3 – MISSIONS	7
TITRE II : ORGANISATION	8
CHAPITRE I - ORGANISATION GENERALE	8
Article 4 – LES SECTEURS	8
Article 5 – LES COMPOSANTES DE L’UNIVERSITE	8
Article 6 – COMPETENCES DES UFR, INSTITUTS ET ECOLES	9
Article 7 – ADMINISTRATION DES COMPOSANTES STATUTAIRES	9
Article 8 – CREATION	9
Article 9 – SERVICES COMMUNS	10
CHAPITRE II - LE CONSEIL D’ADMINISTRATION	10
Article 10 – COMPOSITION DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	10
Article 11 – COMPETENCES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	11
Article 12 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	12
I - Sessions	12
II – Délibérations	12
III - Formations	13
Article 13 – COMMISSIONS DU CONSEIL	14
CHAPITRE III - LE PRESIDENT DE L’UNIVERSITE	14
Article 14 – DESIGNATION DU PRESIDENT DE L’UNIVERSITE	14
Article 15 – DEROULEMENT DU SCRUTIN	14
Article 16 – COMPETENCES DU PRESIDENT	15
Article 17 – DELEGATIONS DE SIGNATURES ACCORDEES PAR LE PRESIDENT DE L’UNIVERSITE	16
Article 18 – L’EQUIPE DE GOUVERNANCE	16
Article 18-1: DESIGNATION DU VICE-PRESIDENT DU CONSEIL D’ADMINISTRATION, DU VICE-PRESIDENT RECHERCHE ET DU VICE-PRESIDENT FORMATION	16
Article 18-2 : LES VICE-PRESIDENTS DE SECTEURS	17
Article 18-3 : LES VICE-PRESIDENTS FONCTIONNELS	17
Article 18-4 : DESIGNATION DES VICE-PRESIDENTS DELEGUES, CHARGES DE MISSION OU CONSEILLERS	17
CHAPITRE IV - LE BUREAU DE L’UNIVERSITE	18
Article 19 – DESIGNATION-MANDAT-COMPOSITION DU BUREAU DE L’UNIVERSITE	18
Article 19-1 : COMPOSITION ET DESIGNATION	18
Article 19-2 : MANDAT	18
Article 20 – COMPETENCE DU BUREAU DE L’UNIVERSITE	18

Article 21 – FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE L’UNIVERSITE	19
CHAPITRE V - LE CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTES	19
Article 22 – COMPOSITION DU CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTES	19
Article 23 – COMPETENCE DU CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTES	19
Article 24 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTES	19
CHAPITRE VI - LE CONSEIL ACADEMIQUE	20
Article 25 – GENERALITES	20
Article 26 – COMPETENCES DU CONSEIL ACADEMIQUE EN FORMATION PLENIERE	20
Article 27 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ACADEMIQUE EN FORMATION PLENIERE	21
I - Sessions	21
II - Délibérations	21
Article 28 – COMPETENCES DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE	21
Article 29 – COMPOSITION DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE	21
Article 30 – FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE	22
I - Sessions	22
II - Délibérations	23
Article 31 – COMPETENCES DE LA COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE	23
Article 32 – COMPOSITION DE LA COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE	24
Article 33 – FONCTIONNEMENT LA COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE	25
I - Sessions	25
II - Délibérations	25
CHAPITRE VII - LE CONGRES	25
Article 34 – COMPOSITION ET RÔLE	25
CHAPITRE VIII - LES INSTANCES D’AIDE AU PILOTAGE	26
A – EXTERNES	26
Article 35 – LE COMITE DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE	26
Article 36 – LE COMITE D’ORIENTATION SCIENTIFIQUE	26
B – INTERNES	26
Article 37 – LE DIRECTOIRE DE LA FORMATION	26
Article 38 – LE DIRECTOIRE DE LA RECHERCHE	26
Article 39 – LE CONSEIL D’ORIENTATION DU SYSTEME D’INFORMATION	26
Article 40 – LE COMITE D’ORIENTATION DE LA POLITIQUE PATRIMONIALE	27
Article 41 – LES PÔLES DE RECHERCHE	27
Article 42 – COMPETENCE ET RATTACHEMENT DES INSTANCES D’AIDE AU PILOTAGE	27
CHAPITRE IX - LES INSTANCES CONSULTATIVES	27
Article 43 – LES COMITES DE SELECTION	27
Article 44 – LA COMMISSION PARITAIRE D’ETABLISSEMENT (CPE)	28
Article 45 – LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE (CCP)	28
Article 46 – LA COMMISSION CONSULTATIVE DES DOCTORANTS CONTRACTUELS	28
Article 47 – LE COMITE TECHNIQUE	29
Article 48 – LE COMITE D’HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	29
Article 49 – LE COMITE D’ETHIQUE DE LA RECHERCHE BIOMEDICALE ET EN SANTE PUBLIQUE	30
Article 50 – LE COMITE D’ETHIQUE POUR LA RECHERCHE SUR L’HUMAIN ET SES COMPORTEMENTS	30
CHAPITRE X - LE MEDIATEUR DE L’UNIVERSITE	30

Article 51 – STATUT DU MEDiateUR	30
TITRE III : MODALITES DE DESIGNATION DES MEMBRES DES CONSEILS DE L'UNIVERSITE	31
Article 52 – CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE	31
Article 53 – RATTACHEMENT DES ELECTEURS	31
I - Pour le Conseil d'Administration	31
II - Pour le Conseil Scientifique	32
III - Pour le Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire	32
Article 54 – CONDITIONS D'ELIGIBILITE	33
Article 55 – DUREE DES MANDATS	33
Article 56 – MODE DE SCRUTIN	33
Article 57 – VOTE PAR PROCURATION	34
Article 58 – OPERATIONS ELECTORALES	34
Article 58-1 : COMITE ELECTORAL CONSULTATIF	34
Article 58-2 : ELECTIONS GENERALES	34
TITRE IV : FONCTIONNEMENT	35
CHAPITRE I - FRANCHISES UNIVERSITAIRES	35
Article 59 – LES PRINCIPES	35
Article 60 – LE POUVOIR DISCIPLINAIRE	35
CHAPITRE II - ORGANISATION ADMINISTRATIVE	35
Article 61 – DIRECTION GENERALE DES SERVICES	35
Article 62 – LES CAMPUS ADMINISTRATIFS	35
CHAPITRE III - AUTONOMIE FINANCIERE	36
Article 63 – RESPONSABILITES ET COMPETENCES	36
Article 64 – BUDGET DE L'UNIVERSITE	36
Article 65 – BUDGET DES COMPOSANTES ET DES SERVICES COMMUNS	36
Article 66 – L'ORDONNATEUR	37
Article 67 – L'AGENT COMPTABLE	37
TITRE V : DISPOSITIONS FINALES	38
Article 68 – REVISION DES STATUTS	38
Article 69 – PUBLICATION DES STATUTS	38
Article 70 – REFERENCE AU CODE DE L'EDUCATION	38
Article 71 – REGLEMENT INTERIEUR	38
ANNEXE I : TABLEAU DE CONCORDANCE DES UFR, INSTITUTS, ÉCOLES ET DÉPARTEMENT	39
ANNEXE II : COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES INSTANCES D'AIDE AU PILOTAGE	42
A – EXTERNES	42

LE COMITE DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE	42
Composition du Comité de Prospective Stratégique	42
Fonctionnement du Comité De Prospective Stratégique	42
LE COMITE D'ORIENTATION SCIENTIFIQUE	42
Composition du Comité d'Orientation Scientifique.	42
Fonctionnement du Comité d'Orientation Scientifique	42
B – INTERNE	42
LE DIRECTOIRE DE LA FORMATION	42
Composition du directoire de la Formation	42
Fonctionnement du directoire de la Formation	43
LE DIRECTOIRE DE LA RECHERCHE	43
Composition du Directoire de la Recherche	43
Fonctionnement du Directoire de la Recherche	43
LE CONSEIL D'ORIENTATION DU SYSTEME D'INFORMATION	43
Composition du Conseil d'Orientation du Système d'Information	43
Fonctionnement du Conseil d'Orientation du Système d'Information	43
LE COMITE D'ORIENTATION DE LA POLITIQUE PATRIMONIALE	43
Composition du Comité d'Orientation de la Politique Patrimoniale	43
Fonctionnement du Comité d'Orientation de la Politique Patrimoniale	43

PREAMBULE

Aix-Marseille Université, dotée d'un ensemble disciplinaire couvrant tous les champs de la connaissance, a pour ambition de constituer sur le site d'Aix-Marseille un établissement d'enseignement supérieur et de recherche positionné aux tout premiers rangs européens et de faire d'Aix-Marseille la capitale des savoirs du Sud de l'Europe.

S'appuyant sur les nouvelles libertés et responsabilités que lui offrent les compétences élargies, elle sera une université adaptée à son époque, plus autonome, plus ambitieuse, mais aussi plus responsable, et plus exigeante.

Aix-Marseille Université entend assumer ses missions de recherche et de formation ainsi que la valorisation et l'insertion professionnelle qui leur sont liées à travers une communauté universitaire où chacun, enseignants-chercheurs, chercheurs, enseignants, personnels administratifs et techniques, étudiants, doit trouver sa place et remplir son rôle.

Naturellement lieu d'une pensée libre, indépendante et ouverte au monde, l'Université rassemble une communauté de femmes et d'hommes assurant en commun une même mission de service public : la création, la transmission et la valorisation des connaissances. Aix-Marseille Université doit donc créer, pour l'ensemble de ses personnels, un environnement propice permettant à chacun, dans son domaine de compétence, de contribuer au mieux à l'accomplissement de cette mission.

Elle est aussi un établissement au service des étudiants, de leur formation et de leur insertion professionnelle, et au service de la recherche et de sa valorisation ; ceci en lien étroit avec les principaux organismes de recherche nationaux et internationaux, avec le tissu socio-économique régional et la société et en assurant un service public de qualité.

L'excellence de sa formation et de sa recherche, l'innovation et l'interdisciplinarité permettront à Aix-Marseille Université de devenir un acteur de tout premier plan sur son territoire, en étant notamment un partenaire incontournable des collectivités territoriales. Enfin la diffusion culturelle auprès du grand public mais aussi l'ouverture à l'international doivent être des priorités soutenues par la lisibilité et la visibilité dont bénéficiera Aix-Marseille Université dès sa création.

Les présents statuts sont destinés à définir la mise en œuvre d'Aix-Marseille Université.

TITRE I : MISSIONS ET STRUCTURES

Article 1 – APPELLATION

Par **décret n° 2011-1010 du 24 août 2011** a été créée **l'université d'Aix-Marseille qui prend le nom d'« Aix-Marseille Université »**.

Article 2 – STATUTS

Aix-Marseille Université, Établissement public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel a son siège à Marseille. Ses activités s'exercent à Aix-en-Provence (sites du Quartier des Facultés, de l'Arbois, de Puyricard, de Cadarache) Arles, Aubagne, Avignon, Digne, Gap, La Ciotat, Lambesc, Marseille (sites de Luminy, du Pôle de l'Etoile, de la Timone, du Centre-ville) et Salon de Provence.

Article 3 – MISSIONS

Aix-Marseille Université a pour missions l'élaboration et la transmission de la connaissance au travers de la formation initiale et continue tout au long de la vie, le développement de la recherche scientifique et technologique ainsi que la diffusion et la valorisation de ses résultats au service de la société. Cette dernière repose sur le développement de l'innovation, du transfert de technologies, lorsque celui est possible, de la capacité d'expertise et d'appui aux associations et fondations, reconnues d'utilité publique, et aux politiques menées pour répondre aux défis sociétaux, aux besoins sociaux, économiques et de développement durable, l'orientation, la promotion sociale, et l'insertion professionnelle, la formation des hommes et l'éducation permanente à l'usage de toutes les catégories de la population et à toutes fins qu'elle peut comporter, la diffusion de la culture humaniste, en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle, la participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que la coopération internationale.

Ses missions s'exercent essentiellement dans le domaine des Arts, Lettres, Langues, Sciences Humaines, Sciences Sociales, du Droit et des Sciences Politiques, des Sciences Economiques et de Gestion, des Sciences de la Santé et des Sciences et Technologies.

Les formations organisées dans ces domaines sont sanctionnées par des titres et diplômes dont la liste et la nature sont fixées par le Conseil d'Administration, dans le respect du Code de l'Education et de la réglementation en vigueur.

TITRE II : ORGANISATION

CHAPITRE I - ORGANISATION GENERALE

Article 4 – LES SECTEURS

A sa création, Aix-Marseille Université est organisée en 5 secteurs : Droit et sciences politiques ; Economie et gestion ; Arts, lettres, langues et sciences humaines ; Santé ; Sciences et technologies, auxquels s'ajoutent 1 IUT et 1 ESPE. Les 5 secteurs seront chacun composés d'UFR, instituts, écoles ou départements d'université.

Les secteurs assurent la coordination entre leurs composantes, l'articulation entre les composantes et les organes centraux, et favorisent l'interdisciplinarité.

Article 5 – LES COMPOSANTES DE L'UNIVERSITE

Aix-Marseille Université regroupe les composantes suivantes :

- 9 UFR
 - ✓ ARTS LETTRES LANGUES ET SCIENCES HUMAINES
 - ✓ DROIT ET SCIENCE POLITIQUE
 - ✓ INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC ET GOUVERNANCE TERRITORIALE
 - ✓ MEDECINE
 - ✓ ODONTOLOGIE
 - ✓ PHARMACIE
 - ✓ SCIENCES
 - ✓ ECONOMIE ET GESTION
 - ✓ SCIENCES DU SPORT
- 9 INSTITUTS ou ECOLES – (Article L.713-9)
 - ✓ ECOLE UNIVERSITAIRE DE MAÏEUTIQUE MARSEILLE MEDITERRANEE.
 - ✓ ECOLE DE JOURNALISME ET DE COMMUNICATION D'AIX- MARSEILLE (EJCAM)
 - ✓ INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (IAE)
 - ✓ ECOLE SUPERIEURE DU PROFESSORAT ET DE L'EDUCATION (ESPE)
 - ✓ INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE D'AIX- MARSEILLE (IUT)
 - ✓ INSTITUT REGIONAL DU TRAVAIL (IRT)
 - ✓ OBSERVATOIRE DES SCIENCES DE L'UNIVERS – INSTITUT PYTHEAS
 - ✓ POLYTECH'MARSEILLE
 - ✓ CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS
- 1 DÉPARTEMENT D'UNIVERSITÉ
 - ✓ MAISON MEDITERRANEENNE DES SCIENCES DE L'HOMME (MMSH)

Les composantes sont regroupées en cinq grands secteurs disciplinaires :

Secteur Arts Lettres Langues et Sciences Humaines : l'UFR d'Arts, Lettres, Langues et Sciences humaines, la MMSH, le Centre de Formation des Musiciens Intervenants.

Secteur Droit et Sciences Politiques : l'UFR de Droit et Science politique, l'IMPGT.

Secteur Economie et Gestion : l'UFR d'Economie et de Gestion, l'IAE, l'Ecole de Journalisme et de Communication et l'IRT.

Secteur Santé : les UFR de Médecine, de Pharmacie, d'Odontologie et l'Ecole Universitaire de Maïeutique Marseille Méditerranée.

Secteur Sciences et Technologie : les UFR de Sciences, Sciences du Sport, l'OSU-Institut Pythéas, et Polytech'Marseille.

Article 6 – COMPETENCES DES UFR, INSTITUTS ET ECOLES

Les Unités de Formation et de Recherche, les Instituts et Ecoles définissent leur projet éducatif et leur programme de recherche dans le cadre de la politique de l'Université et de la réglementation nationale en vigueur.

Article 7 – ADMINISTRATION DES COMPOSANTES STATUTAIRES

Les modalités d'administration des composantes sont définies par leur Conseil et approuvées par le Conseil d'Administration de l'Université.

Article 8 – CREATION

La création, la suppression ou le regroupement de composantes, sont inscrits dans le Contrat d'établissement, le cas échéant par voie d'avenant.

Les Unités de Formation et de Recherche, les Départements, les Laboratoires et les Centres de Recherche sont créés, par délibération du Conseil d'Administration, après avis du Conseil Académique.

Les Ecoles et les Instituts sont créés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition ou après avis du conseil d'administration de l'université et du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Des regroupements de composantes peuvent être créés par délibération du conseil d'administration après avis du conseil académique ou, le cas échéant, pour les regroupements d'écoles ou d'instituts, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition ou après avis du conseil d'administration de l'université et du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Article 9 – SERVICES COMMUNS

Les services communs de l'Université sont créés, fusionnés ou supprimés par le Conseil d'administration statuant à la majorité absolue de ses membres en exercice après avis du CT.

Aix-Marseille Université comporte les services communs suivants :

- ◆ Service Commun de la Documentation (SCD)
- ◆ Direction Opérationnelle des systèmes d'information (DOSI)
- ◆ Direction des Relations internationales (DRI)
- ◆ Service Universitaire d'Insertion et d'Orientation (SUIO)
- ◆ Service Universitaire de Formation tout Au long de la vie (SUFA)
- ◆ Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives d'Aix-Marseille (SUAPS)
- ◆ Service Universitaire de Médecine de Prévention des Personnels (SUMPP)
- ◆ Service Inter-Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPPS)
- ◆ Service Commun d'Action Sociale et Culturelle (SCASC)
- ◆ Service Commun des Corps Donnés à la Sciences
- ◆ Service Universitaire de Français Langue Etrangère (SUFLE)
- ◆ Maison Interdisciplinaire des Ressources et Recherches En Langues (MIRREL)
- ◆ Institut Interuniversitaire d'Etudes et de Culture Juives (IECJ)
- ◆ Institut de Recherche pour l'Enseignement des Mathématiques (IREM)
- ◆ Université du Temps Libre (UTL)
- ◆ Presses Universitaires

CHAPITRE II - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 10 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration comprend **30** membres dont la répartition est fixée ainsi qu'il suit :

Membres élus : **22**

14 membres représentant des enseignants-chercheurs, et des personnels assimilés, des enseignants et des chercheurs dont :

- 7 représentants des professeurs des universités et personnels assimilés (collège A)
- 7 représentants des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs et personnels assimilés (collège B).

5 membres représentant les étudiants, et les personnes bénéficiant de la Formation Continue inscrits dans l'établissement (collège C).

3 membres représentant les personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques (BIATSS) (collège D).

Membres désignés : **8** personnalités extérieures dont :

3 représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements, dont 1 du Conseil Régional PACA, 1 de la ville de Marseille, 1 de la Communauté du Pays d'Aix, **5** personnalités qualifiées désignées à titre personnel nommées selon les dispositions prévues à l'article 712-3 II du code de l'éducation et dont **1** chef d'entreprise et **1** autre acteur du monde économique et social.

Ces personnalités sont nommées par le Président d'Université pour la durée de son mandat.

La liste des personnalités extérieures est approuvée par les membres élus du Conseil d'Administration, à l'exclusion des représentants de collectivités territoriales qui sont désignés par celles-ci.

Le nombre des membres du Conseil d'Administration est augmenté d'une unité lorsque le Président est choisi hors du Conseil.

Article 11 – COMPETENCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine la politique de l'Etablissement, notamment en délibérant sur le contenu du Contrat d'Etablissement :

1° il approuve le contrat d'établissement de l'Université

2° il vote le budget et approuve les comptes

3° Il approuve les accords et les conventions signés par le Président de l'Université et, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, les prises de participation, les créations de filiales et de fondations prévues à l'article L.719-12 du Code de l'Education, l'acceptation de dons et legs et les acquisitions et cessions immobilières

4° il adopte le règlement intérieur de l'Université

5° il fixe, sur proposition du Président et dans le respect des priorités nationales, la répartition des emplois qui lui sont alloués par les ministres compétents

6° il autorise le Président à engager toute action en justice

7° Il approuve le rapport annuel d'activité, qui comprend un bilan et un projet, présenté par le président ;

7° *bis* Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du Comité Technique.

8° Il délibère sur toutes les questions que lui soumet le président, au vu notamment des avis et vœux émis par le conseil académique, et approuve les décisions de ce dernier ayant une incidence financière en application du V de l'article L. 712-6-1 du code de l'éducation ;

9° Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le conseil académique.

Sous réserve des dispositions statutaires relatives à la première affectation des personnels recrutés par concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur, aucune affectation d'un candidat à un emploi d'enseignant-chercheur ne peut être prononcée si le conseil d'administration, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés, émet un avis défavorable motivé.

Il peut déléguer certaines de ses attributions au Président à l'exception de celles mentionnées aux 2°, 4°, 7°, 7bis, 8° et 9°. Celui-ci rend compte, dans les meilleurs délais, au Conseil d'Administration des décisions prises en vertu de cette délégation.

Toutefois le Conseil d'Administration peut, dans des conditions qu'il détermine, déléguer au Président le pouvoir d'adopter les décisions modificatives du budget.

Article 12 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I - Sessions

Le Conseil d'Administration se réunit au moins six fois par an dont au moins une fois par trimestre sur convocation du Président qui fixe l'ordre du jour. Les convocations et l'ordre du jour sont obligatoirement adressés aux membres du Conseil au moins huit jours francs avant la date de la réunion.

Le Conseil d'Administration peut également être réuni à la demande du quart de ses membres sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est également tenu d'inscrire à l'ordre du jour toute question déposée par un de ses membres au moins 8 jours avant la réunion du conseil.

II – Délibérations

Le Conseil ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice sont présents ou représentés. Si après une première convocation le quorum n'est pas atteint, le Conseil est à nouveau convoqué dans un délai de sept jours francs après la date de la première réunion et peut valablement siéger sans qu'il soit imposé de quorum de présence. Un membre du Conseil empêché d'assister à une séance peut donner à un autre membre de son choix, mandat pour voter en son nom. Un membre du Conseil ne peut être porteur de plus de deux mandats.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Toutefois, lorsque cette majorité n'a pu être obtenue lors de la première réunion, les délibérations ultérieures, portant sur le même objet, sont prises à la majorité des suffrages valablement exprimés.

Les délibérations d'ordre statutaire sont prises à la majorité absolue des membres en exercice.

Le Conseil d'Administration délibère en matière budgétaire si la majorité des membres qui le compose est présente. La délibération est alors prise à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas de partage égal des voix, le Président a voix prépondérante.

Le Président peut déléguer pour une séance déterminée, la présidence du conseil au Vice-président du Conseil d'Administration.

Les séances du Conseil d'Administration ne sont pas publiques.

Le Président peut inviter à participer à une séance, avec voix consultative, sur un point particulier de l'ordre du jour, les Vice-présidents, les Directeurs des composantes non membres du Conseil ainsi que toute personne dont la présence lui paraît utile.

Le Directeur Général des Services de l'Université et l'Agent Comptable assistent de droit, aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative.

Les délibérations sont communiquées sans délai au recteur chancelier des universités. Elles sont publiées sur le site internet de l'université.

III - Formations

Lorsqu'il procède à l'examen des questions individuelles relatives au recrutement et à la carrière des personnels enseignants et intéressant une catégorie déterminée, le Conseil d'Administration siège en formation réduite aux seuls représentants des enseignants et personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui de cette catégorie. Le Conseil d'administration en formation restreinte est présidé par le Président de l'Université, en cas d'empêchement de ce dernier par le Vice-président du conseil d'administration ou s'il y a lieu par le membre du Conseil le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Sauf dispositions réglementaires particulières, le pouvoir disciplinaire à l'égard des enseignants-chercheurs, enseignants et usagers est exercé en premier ressort par le Conseil d'Administration constitué en section disciplinaire.

Le Conseil statuant en matière juridictionnelle à l'égard des enseignants-chercheurs et des enseignants est constitué par une section disciplinaire dont les membres sont élus par les représentants élus des enseignants-chercheurs et enseignants répartis selon leurs collègues électoraux respectifs.

Le Conseil statuant en matière juridictionnelle à l'égard des usagers est constitué par une section disciplinaire composée conformément aux dispositions des articles R712-9 à R712-46 du code de l'éducation.

La composition et le fonctionnement des juridictions disciplinaires ainsi que les sanctions disciplinaires applicables sont fixés par la réglementation en vigueur.

Article 13 – COMMISSIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration peut constituer des Commissions chargées de missions ou d'études particulières. Il en fixe les objectifs, la composition et les modalités de fonctionnement.

Ces commissions lui rendent compte de leurs travaux et de leurs résultats.

CHAPITRE III - LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE

Article 14 – DESIGNATION DU PRESIDENT DE L'UNIVERSITE

Le Président de l'Université est élu à la majorité absolue des membres élus du Conseil d'Administration. Il est choisi parmi les enseignants-chercheurs, chercheurs, professeurs ou maîtres de conférences, associés ou invités, ou tous autres personnels assimilés, sans condition de nationalité.

Son mandat est de quatre ans. Il expire à l'échéance du mandat des représentants élus des personnels du Conseil d'Administration. Il est renouvelable une fois.

Ses fonctions sont incompatibles avec celles de directeur d'unité de formation et de recherche, d'école ou d'institut et celles de chef de tout établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Il doit être procédé à l'élection du Président de l'Université un mois au plus tard après la proclamation des résultats de l'élection des membres des Conseils. Le Conseil d'Administration est convoqué à cette fin par le Président en fonction.

En cas d'empêchement ou de vacance du Président en fonction, constaté par le Recteur Chancelier, les membres élus du Conseil d'Administration sont convoqués à une séance du Conseil d'Administration présidée par le doyen d'âge. Ils doivent procéder à l'élection du nouveau Président pour le mandat restant à courir dans un délai d'un mois à compter de la constatation de la vacance.

Article 15 – DEROULEMENT DU SCRUTIN

Le dépôt des candidatures est adressé par lettre recommandée au Président de l'Université.

Le Président est élu à la majorité absolue des membres élus au conseil d'administration. Le mode de scrutin est uninominal majoritaire à quatre tours. En l'absence de majorité absolue au quatrième tour, les membres élus du conseil d'administration se réunissent huit jours après pour élire le Président.

Un bureau de vote est composé, en début de séance, d'un Président nommé par le Président de l'Université parmi les représentants des personnels enseignants, BIATSS et étudiants élus au Conseil d'Administration, et d'au moins deux assesseurs.

Le vote de chaque électeur est constaté par sa signature apposée à l'encre sur la liste d'émargement en face de son nom.

La présidence de la séance est assurée par le président en exercice. Toutefois s'il est lui-même candidat, la présidence est assurée par le vice-président du conseil d'administration ou par le doyen d'âge du conseil d'administration.

Article 16 – COMPETENCES DU PRESIDENT

Le Président dirige l'Université.

A cet effet, il prend toute mesure utile, soit en exécution des délibérations du conseil d'administration, soit en vertu de ses pouvoirs propres ou de ceux qui lui auraient été délégués par le conseil d'administration par délibération expresse et toujours révocable, sous réserve des dispositions prévues par le code de l'éducation attribuant au conseil d'administration une compétence propre.

En particulier :

- le président préside le conseil d'administration, prépare et exécute ses délibérations. Il préside également le conseil académique.
- Il représente l'Université à l'égard des tiers ainsi qu'en justice, conclut les accords et les conventions.
- Il est ordonnateur des recettes et des dépenses de l'Université.
- Il a autorité sur l'ensemble des personnels de l'Université.
- Il affecte dans les différents services de l'université les personnels ingénieurs, administratifs, techniques et de service. Aucune affectation d'un agent relevant de ces catégories de personnels ne peut être prononcée si le président émet un avis défavorable motivé, après consultation de la Commission Paritaire d'Etablissement. Ces dispositions ne sont pas applicables à la première affectation des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et de service recrutés par concours externe ou interne lorsque leurs statuts particuliers prévoient une période de stage ;
- Il nomme les différents jurys, sauf si une délibération du conseil d'administration prévoit que les compétences relatives aux jurys d'examen sont exercées par les directeurs des composantes de l'université ;
- Il est responsable du maintien de l'ordre et peut faire appel à la force publique dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.
- Il est responsable de la sécurité dans l'enceinte de son établissement et assure le suivi des recommandations du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail permettant d'assurer la sécurité des personnels et des usagers accueillis dans les locaux.
- Il exerce, au nom de l'Université, les compétences de gestion et d'administration qui ne sont pas attribuées à une autre autorité par la loi et le règlement.

- Il veille à l'accessibilité des enseignements et des bâtiments aux personnes handicapées, étudiants et personnels de l'Université.
- Il présente, chaque année, au conseil d'administration, un rapport d'exécution du schéma directeur pluriannuel en matière de politique handicap, assorti d'indicateurs de résultats et de suivi.
- Il installe, sur proposition conjointe du conseil d'administration et du conseil académique, une mission "égalité entre les hommes et les femmes".

Le Président dispose des services administratifs, techniques et financiers de l'Université qui sont placés sous son autorité. Sous réserve des compétences propres de l'agent comptable, ces services sont dirigés par un Directeur Général des Services.

Le Président peut s'entourer de collaborateurs qu'il choisit librement.

Article 17 – DELEGATIONS DE SIGNATURES ACCORDEES PAR LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE

Le Président peut déléguer sa signature au Vice-président du Conseil d'administration, aux membres élus du bureau âgés de plus de 18 ans, au Directeur Général des Services et aux agents de catégorie A placés sous son autorité ainsi que, pour les affaires intéressant les composantes, les services communs et les unités de recherche constituées avec d'autres établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche, à leurs responsables respectifs.

Article 18 – L'EQUIPE DE GOUVERNANCE

La composition de l'équipe de gouvernance prend en considération les grands secteurs disciplinaires de l'Université ainsi que l'IUT et l'ESPE.

Article 18-1: DESIGNATION DU VICE-PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, DU VICE-PRESIDENT RECHERCHE ET DU VICE-PRESIDENT FORMATION

A. LE VICE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sur proposition du Président, dans le mois qui suit son élection ou dans le cas de renouvellement des Conseils de l'Université, le Conseil d'Administration, élit un Vice-président parmi les membres permanents de l'Université en exercice.

L'élection du Vice-président du Conseil d'Administration a lieu à la majorité absolue des membres en exercice.

Son mandat prend obligatoirement fin à la date d'élection d'un nouveau Président.

En cas de vacance du siège du Vice-président du Conseil d'Administration, il est procédé à une élection dans les conditions fixées au présent article.

Sur demande expresse du Président, le Vice-président du Conseil d'Administration peut être appelé à le suppléer dans l'exercice de ses fonctions. Il participe avec voix consultative, à toutes les instances administratives.

Lorsque le Vice-président du Conseil d'administration est élu en dehors des membres du Conseil pour lequel il est choisi, il participe à ce dernier avec voix consultative.

B. LE VICE-PRESIDENT RECHERCHE ET LE VICE-PRESIDENT FORMATION

Le Vice-président Recherche est élu par le Conseil d'Administration, sur proposition du Président et après avis de la commission de la Recherche du Conseil académique, parmi les membres permanents en exercice de l'Université dans les mêmes conditions que le Vice-président du Conseil d'Administration.

Le Vice-président Formation est élu, par le Conseil d'Administration, sur proposition du Président et après avis de la Commission de la Formation et de la Vie Etudiante, parmi les membres permanents en exercice de l'Université dans les mêmes conditions que le Vice-Président du Conseil d'administration.

Article 18-2 : LES VICE-PRESIDENTS DE SECTEURS

Les Vice-présidents de secteurs sont élus par le Conseil d'Administration dans les mêmes conditions que le Vice-président du Conseil d'Administration sur proposition des directeurs d'UFR, d'Ecole, d'Institut et de département d'université du secteur au Président de l'Université et parmi les membres permanents, en exercice de l'Université.

Les Vice-présidents de secteur ont en charge d'assurer la coordination d'un secteur disciplinaire dont ils sont membres ainsi que les relations avec les autres secteurs disciplinaires.

Leurs mandats prennent obligatoirement fin à la date d'élection d'un nouveau Président. En cas de vacance de siège d'un Vice-président, il est procédé à une désignation dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

Article 18-3 : LES VICE-PRESIDENTS FONCTIONNELS

Les Vice-présidents fonctionnels sont élus, sur proposition du Président, parmi les membres permanents, en exercice, de l'Université, par le Conseil d'Administration dans les mêmes conditions que le Vice-président du Conseil d'Administration.

Leurs mandats prennent obligatoirement fin à la date d'élection d'un nouveau Président. En cas de vacance de siège d'un Vice-président, il est procédé à une élection dans les conditions fixées au présent article.

Article 18-4 : DESIGNATION DES VICE-PRESIDENTS DELEGUES, CHARGES DE MISSION OU CONSEILLERS

En outre, le Président peut être assisté, autant que de besoin, de Vice-présidents délégués, de chargés de mission ou de conseillers qu'il nomme après en avoir informé le Conseil d'Administration.

CHAPITRE IV - LE BUREAU DE L'UNIVERSITE

Article 19 – DESIGNATION-MANDAT-COMPOSITION DU BUREAU DE L'UNIVERSITE

Article 19-1 : COMPOSITION ET DESIGNATION

Le Président de l'Université est assisté d'un bureau, élu sur sa proposition par le Conseil d'Administration dans le mois qui suit son élection.

Le Bureau est composé de 9 membres dont 5 membres de droit et 4 membres élus parmi les membres du Conseil d'Administration à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents.

Membres de droit :

Le Vice-Président du Conseil d'Administration
Le Vice-Président Recherche
Le Vice-Président Formation
Le Directeur Général des Services
L'Agent Comptable

Membres élus :

2 représentants enseignants-chercheurs
1 représentant étudiant
1 représentant des personnels B.I.A.T.S.S.

Article 19-2 : MANDAT

La durée du mandat des membres du bureau est de quatre ans pour les représentants enseignants et BIATSS, de deux ans pour les représentants étudiants, à condition qu'ils conservent leur qualité de membres du Conseil d'Administration. En cas de vacance d'un siège du bureau, il est procédé à une élection partielle dans les conditions fixées au présent article.

Article 20 – COMPETENCE DU BUREAU DE L'UNIVERSITE

Le bureau de l'Université assiste le Président de l'Université dans la préparation et l'exécution des délibérations du Conseil d'Administration. Son rôle est purement consultatif.

Le Président de l'Université pourra, s'il le juge utile :

- saisir le bureau de toutes questions intéressant l'Université
- confier certaines missions à l'un ou plusieurs membres du bureau.

Article 21 – FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE L'UNIVERSITE

Le bureau se réunit exclusivement sur convocation du Président de l'Université sur un ordre du jour fixé par lui. Il n'est pas imposé de quorum de présence.

Le bureau est présidé par le Président ou le Vice-président du Conseil d'Administration de l'Université qui sollicite ses avis.

Le Président peut inviter à participer à une séance du Bureau de l'Université toute personne dont la présence lui paraît utile.

CHAPITRE V - LE CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTES

Article 22 – COMPOSITION DU CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTES

Le conseil des Directeurs de composantes comprend le Président, les Vice-présidents, les Directeurs d'U.F.R., et les Directeurs des Instituts et Ecoles. Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable de l'Université assistent à la Conférence avec voix consultative.

Le Président peut inviter à participer à une séance du Conseil des Directeurs de composantes toute personne dont la présence lui paraît utile.

Article 23 – COMPETENCE DU CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTES

Le conseil des Directeurs de composantes est consulté par le Président sur toutes les questions qui intéressent l'Université. Il donne des avis sur toutes questions qui lui sont soumises par le Président de l'Université. Il participe à la préparation et à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique.

Article 24 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTES

Le conseil des Directeurs de composantes se réunit au moins une fois par mois, sur convocation du Président de l'Université qui en fixe l'ordre du jour ou sur demande d'au moins trois de ses membres.

Il est présidé par le Président de l'Université ou, à sa demande, par le Vice-Président du Conseil d'administration.

Il n'est pas imposé de quorum de présence. En fonction des questions portées à l'ordre du jour, le Président peut inviter toute personne dont la présence lui paraît utile.

Le conseil des Directeurs de composantes peut être réuni conjointement avec le Bureau de l'Université.

CHAPITRE VI - LE CONSEIL ACADEMIQUE

Article 25 – GENERALITES

I - Le conseil académique regroupe deux commissions. La commission de la recherche et la commission de la formation et de la vie universitaire.

Il siège en formation plénière et en formations restreintes. Il est présidé par le président de l'Université

II - Dispositions transitoires quant à la composition de la commission de la recherche et de la commission de la formation:

La commission de la recherche du conseil académique est constituée des membres du conseil scientifique et la commission de la formation et de la vie universitaire de ce même conseil est constituée des membres du conseil des études et de la vie universitaire.

Le conseil scientifique exerce les compétences de la commission de la recherche et le conseil des études et de la vie universitaire celles de la commission de la formation et de la vie universitaire.

Les membres des deux conseils siègent ensemble pour exercer les compétences du conseil académique en formation plénière.

Article 26 – COMPETENCES DU CONSEIL ACADEMIQUE EN FORMATION PLENIERE

Le conseil académique en formation plénière est consulté ou peut émettre des vœux sur les orientations des politiques de formation, de recherche, de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle et de documentation scientifique et technique, sur la qualification à donner aux emplois d'enseignant-chercheur et de chercheur vacants ou demandés, sur la demande d'accréditation mentionnée à l'article L. 613-1 du code de l'éducation et sur le contrat d'établissement.

Il propose au conseil d'administration un schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap, qui couvre l'ensemble des domaines concernés par le handicap. Après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-1-1 du code de l'éducation, ce schéma définit les objectifs que l'établissement poursuit afin de s'acquitter de l'obligation instituée par l'article L. 323-2 du code du travail. Il est consulté sur toutes les mesures visant à garantir l'exercice des libertés universitaires et des libertés syndicales et politiques des étudiants.

Les décisions du conseil académique comportant une incidence financière sont soumises à approbation du conseil d'administration.

Article 27 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ACADEMIQUE EN FORMATION PLENIERE

I - Sessions

Le Conseil Académique en formation plénière se réunit au moins trois fois par an sur convocation du Président de l'Université sur un ordre du jour déterminé par lui, ou à la demande d'un tiers de ses membres. Les convocations et l'ordre du jour sont obligatoirement adressés aux membres du Conseil au moins huit jours francs avant la date de la réunion.

II - Délibérations

Les séances du Conseil Académique ne sont pas publiques.

Il ne peut se réunir que si le quorum est constaté en début de séance, plus de la moitié des membres étant présents ou représentés.

Un membre du Conseil Académique empêché peut donner procuration à tout autre membre du Conseil Académique. En cas d'empêchement simultané d'un représentant étudiant titulaire et de son suppléant, le titulaire peut donner procuration à tout autre membre du Conseil Académique.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Les avis sont rendus à la majorité des membres présents ou représentés.

Article 28 – COMPETENCES DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE

Le président de l'Université préside la Commission de la Recherche du Conseil Académique.

Le Vice-président Recherche peut être appelé par le Président à la présider. La Commission de la Recherche du conseil académique répartit l'enveloppe des moyens destinée à la recherche telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration. Elle fixe les règles de fonctionnement des laboratoires et elle est consultée sur les conventions avec les organismes de recherche. Elle adopte les mesures de nature à permettre aux étudiants de développer les activités de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle.

Article 29 – COMPOSITION DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE

La commission de la Recherche comprend **40** membres dont la répartition par collège est la suivante :

32 membres représentant les personnels dont :

- **16** représentants des professeurs assimilés (collège A) répartis entre les secteurs disciplinaires désignés ci-après :
 - ARTS LETTRES LANGUES ET SCIENCES HUMAINES : **3**
 - DROIT ET SCIENCES POLITIQUES : **3**

- ECONOMIE ET GESTION : **3**
 - SANTÉ : **3**
 - SCIENCES ET TECHNOLOGIES : **3**
 - AUTRES : **1**
- **6** représentants des personnels habilités à diriger des recherches ne relevant pas des catégories précédentes (collège B). Un siège par secteur.
 - **6** représentants des personnels pourvus d'un doctorat autre que d'Université ou d'exercice n'appartenant pas aux collèges précédents (collège C). Un siège par secteur.
 - **1** représentant des autres personnels enseignants et chercheurs (collège D)
 - **2** représentants des ingénieurs et techniciens n'appartenant pas aux collèges précédents (collège E)
 - **1** représentant des autres personnels (collège F).
- 4** membres représentant les doctorants inscrits en formation initiale ou continue. Chaque liste de candidats doit comprendre des étudiants appartenant à au moins 3 secteurs disciplinaires tels que définis à l'article 5 des présents statuts.
- 4** personnalités extérieures dont :
- 1 représentant du Conseil Régional de la Région PACA
 - 1 représentant du CNRS
 - 1 représentant de l'INSERM
 - 1 représentant de l'IRD

Le Directeur Général des Services de l'Université et l'agent comptable assistant de droit aux séances de la Commission de la Recherche avec voix consultative.

La Commission de la Recherche peut inviter et entendre, dans les conditions énoncées par l'article L. 712-7 du code de l'éducation, les directeurs d'UFR, de département, d'institut, d'école et de service commun.

Article 30 – FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE

I - Sessions

La Commission de la Recherche se réunit au moins six fois par an sous la présidence du Président de l'Université, sur l'ordre du jour déterminé par lui. Les convocations et l'ordre du jour sont obligatoirement adressés aux membres du Conseil au moins huit jours francs avant la date de la réunion.

Le Président de l'Université peut réunir la Commission de la Recherche sur un ordre du jour déterminé par lui, à la demande d'un tiers de ses membres.

II - Délibérations

Les séances de la Commission de la Recherche ne sont pas publiques.

Il statue à la majorité des membres présents ou représentés, sous réserve des dispositions spéciales prévues par la loi ou les présents statuts.

La Commission de la Recherche ne peut se réunir que si le quorum est constaté en début de séance, plus de la moitié des membres étant présente ou représentée.

Un membre de la Commission empêché peut donner procuration à tout autre membre de la Commission. En cas d'empêchement simultané d'un représentant étudiant titulaire et de son suppléant, le titulaire peut donner procuration à tout autre membre de la commission.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Les avis et les délibérations sont rendus à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas de partage égal des voix, le Président a voix prépondérante.

La commission de la Recherche délibère sur les propositions des organismes compétents, des Unités de Formation et de Recherche, Instituts ou Ecoles et sur le rapport d'un membre de ladite commission appartenant à la spécialité concernée. Si la spécialité n'est pas représentée à la commission, cette dernière désigne un rapporteur, choisi en raison de ses compétences en la matière.

Lorsque le Vice-président Recherche est élu par le Conseil d'administration en dehors des membres de la commission, il y participe avec voix consultative.

Article 31 – COMPETENCES DE LA COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Le président préside la commission de la formation et de la vie universitaire. Le Vice-président Formation peut être appelé par le Président à la présider.

La commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique est consultée sur les programmes de formation des composantes.

« Elle adopte :

« 1° La répartition de l'enveloppe des moyens destinée à la formation telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du respect du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration ;

« 2° Les règles relatives aux examens ;

« 3° Les règles d'évaluation des enseignements ;

« 4° Des mesures recherchant la réussite du plus grand nombre d'étudiants ;

« 5° Les mesures de nature à permettre la mise en œuvre de l'orientation des étudiants et de la validation des acquis, à faciliter leur entrée dans la vie active et à favoriser les activités culturelles, sportives, sociales ou associatives offertes aux étudiants, ainsi que les mesures de nature à améliorer les conditions de vie et de travail, notamment les mesures relatives aux activités de soutien, aux œuvres universitaires et scolaires, aux services médicaux et sociaux, aux bibliothèques et aux centres de documentation et à l'accès aux ressources numériques ;

« 6° Des mesures visant à promouvoir et développer des interactions entre sciences et société, initiées et animées par des étudiants ou des enseignants-chercheurs, au sein des établissements comme sur le territoire de rayonnement de l'établissement ;

« 7° Les mesures nécessaires à l'accueil et à la réussite des étudiants présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé, conformément aux obligations incombant aux établissements d'enseignement supérieur au titre de l'article L. 123-4-2. »

Article 32 – COMPOSITION DE LA COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

La Commission de la Formation et de la Vie Universitaire comprend 40 membres dont la répartition est fixée comme suit :

32 membres représentant les enseignants-chercheurs, les enseignants, les chercheurs et les étudiants dont :

- 16 enseignants-chercheurs et enseignants, soit 8 professeurs et personnels assimilés constituant le collège A d'une part et 8 enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés constituant le collège B d'autre part. Chaque secteur de formation défini par le Code de l'Éducation bénéficie de 2 sièges dans chacun des collèges.

Pour le secteur de formation « Droit, économie et gestion » il est institué deux circonscriptions électorales l'une correspondant au secteur disciplinaire « Droit et Sciences politiques » et l'autre au secteur disciplinaire « Economie et Gestion ». Chacune bénéficie d'un siège dans chacun des collèges.

- 16 représentants des étudiants, des personnes bénéficiant de la formation continue et des auditeurs répartis entre les secteurs disciplinaires désignés ci-après :

- ARTS LETTRES LANGUES ET SCIENCES HUMAINES : **3**
- DROIT ET SCIENCES POLITIQUES : **3**
- ECONOMIE ET GESTION : **3**
- SANTÉ : **3**
- SCIENCES ET TECHNOLOGIES : **3**
- AUTRES (IUT, ESPE) : **1**

4 membres représentant les personnels B.I.A.T.S.S.

4 membres représentant les personnalités extérieures dont :

1 représentant de la Chambre de Commerce

1 représentant du C.R.O.U.S.

2 personnalités désignées à titre personnel

Assistent aux séances de la commission de la formation et de la vie universitaire avec voix consultative : le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable de l'Université.

Le Président peut se faire accompagner de collaborateurs dont il juge la présence utile.

Article 33 – FONCTIONNEMENT LA COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

I - Sessions

La Commission de la Formation et de la Vie Universitaire se réunit au moins six fois par an sur convocation du Président de l'Université sur un ordre du jour déterminé par lui, ou à la demande d'un tiers de ses membres. Les convocations et l'ordre du jour sont obligatoirement adressés aux membres de la Commission au moins huit jours francs avant la date de la réunion.

II - Délibérations

Les séances de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire ne sont pas publiques.

Cette commission délibère notamment sur les propositions des Conseils d'U.F.R., d'Instituts ou d'Ecoles, du Président de l'Université, et sur toutes questions portées à l'ordre du jour faisant partie de ses attributions.

La Commission ne peut se réunir que si le quorum est constaté en début de séance, plus de la moitié des membres étant présents ou représentés.

Un membre de la Commission empêché peut donner procuration à tout autre membre de la commission. En cas d'empêchement simultané d'un représentant étudiant titulaire et de son suppléant, le titulaire peut donner procuration à tout autre membre de la commission.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Les avis et les délibérations sont rendus à la majorité des membres présents ou représentés.

Lorsque le Vice-président Formation est élu en dehors des membres de la commission, il y participe avec voix consultative.

CHAPITRE VII - LE CONGRES

Article 34 – COMPOSITION ET RÔLE

Le Congrès est composé des membres en exercice du Conseil d'Administration, du Conseil Académique, du Vice-président du Conseil d'administration, des vice-présidents Recherche et Formation, des vice-présidents fonctionnels et de secteurs et des Directeurs de composante.

Il peut être réuni à l'initiative du Président afin d'émettre des avis sur toutes les questions intéressant l'Université.

Il se réunit en tant que de besoin sur des questions stratégiques concernant l'établissement.

Le Président peut inviter à participer à une séance, sur point particulier de l'ordre du jour, toute personne dont la présence lui paraît utile.

CHAPITRE VIII - LES INSTANCES D'AIDE AU PILOTAGE

A – EXTERNES

Article 35 – LE COMITE DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE

Le Comité est consulté sur l'ensemble des relations qu'entretient l'Université avec les milieux économiques, les entreprises en particulier. Il a vocation à émettre des avis sur l'adéquation entre formation et emploi, sur la politique pédagogique et scientifique de l'Université, sur la politique de valorisation et de recherche technologique, en fonction des attentes du monde économique. Il peut également formuler des propositions dans ces domaines.

Article 36 – LE COMITE D'ORIENTATION SCIENTIFIQUE

Le Comité est consulté sur les grandes orientations de la politique scientifique de l'Université. Il a vocation à émettre des avis sur les politiques en cours au sein des laboratoires et centres de recherche de l'Université, et à formuler des propositions en matière de politique scientifique.

B – INTERNES

Article 37 – LE DIRECTOIRE DE LA FORMATION

Afin d'orienter la politique de formation de l'établissement, un Directoire de la Formation est créé. Composé d'experts reconnus pour leur engagement dans la formation, de représentants du secteur socio-économique et d'étudiants, il a pour mission d'aider la gouvernance de l'université dans ses choix politiques et stratégiques en ce domaine. C'est un organe d'évaluation et de proposition. Il rend compte régulièrement de ses travaux devant la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire de l'université.

Article 38 – LE DIRECTOIRE DE LA RECHERCHE

Afin d'orienter la stratégie de recherche de l'Université, un Directoire de la Recherche est constitué. S'appuyant sur des experts reconnus internationalement, il a pour mission d'aider la gouvernance de l'université dans ses choix politiques et stratégiques en ce domaine. C'est un organe d'évaluation et de proposition. Il rend compte régulièrement de ses réflexions devant la Commission de la Recherche de l'Université.

Article 39 – LE CONSEIL D'ORIENTATION DU SYSTEME D'INFORMATION

Le Conseil a pour mission de préparer le schéma directeur du système d'information de l'université en cohérence avec le contrat d'établissement, de suivre la mise en œuvre de

la stratégie et des projets et d'assurer la veille concernant les outils pédagogiques et de communication mis à disposition des étudiants et des enseignants.

Article 40 – LE COMITE D'ORIENTATION DE LA POLITIQUE PATRIMONIALE

Le comité a pour missions de préparer les schémas directeurs d'aménagement patrimonial et immobilier, d'étudier les chartes environnementales, techniques et handicap, d'étudier les contrats de performance, de proposer des réaffectations de surfaces, d'évaluer le maintien de la qualité du patrimoine dans le temps et l'usage des espaces affectés aux départements et laboratoires.

Article 41 – LES PÔLES DE RECHERCHE

Les Pôles de recherche fédèrent des unités de recherche afin de coordonner leur activité et leur réflexion prospective sur un même thème de recherche générique en accord avec les axes stratégiques définis par le contrat d'établissement.

Les pôles sont coordonnés par un Conseil de pôle qui rassemble les directeurs des différentes unités constitutives et animé par un responsable du pôle nommé par le Président de l'Université après avis de la Commission de la Recherche et du Conseil d'administration.

Les responsables de pôle seront réunis au moins deux fois par an par la gouvernance de l'université.

Article 42 – COMPETENCE ET RATTACHEMENT DES INSTANCES D'AIDE AU PILOTAGE

Les instances d'aide au pilotage sont consultatives et ne peuvent pas se substituer aux compétences consultatives ou décisionnelles des conseils statutaires de l'Université ni les concurrencer.

Elles sont rattachées à la gouvernance de l'Université qui peut transmettre leurs avis ou propositions aux conseils statutaires afin d'alimenter les débats.

La composition et le fonctionnement des instances d'aide au pilotage sont précisées en annexe aux présents statuts.

CHAPITRE IX - LES INSTANCES CONSULTATIVES

Article 43 – LES COMITES DE SELECTION

Sous réserve des dispositions statutaires relatives à la première affectation des personnels recrutés par concours national d'agrégation d'enseignement supérieur, lorsqu'un emploi d'enseignant-chercheur est créé ou déclaré vacant, les candidatures des personnes dont la qualification est reconnue par l'instance nationale prévue à l'article L 952-6 du code de l'éducation, sont soumises à l'examen d'un comité de sélection.

Des comités de sélection sont créés par délibération du conseil d'administration en formation restreinte après avis de la Commission de la Recherche.

Les membres proposés par le Président sont nommés par le conseil d'administration en formation restreinte. Ils sont choisis en majorité parmi les spécialistes de la discipline en cause après avis du conseil scientifique.

La moitié des membres doivent être présents lors de la séance, et parmi eux, au moins la moitié de membres extérieurs à l'établissement.

Article 44 – LA COMMISSION PARITAIRE D'ETABLISSEMENT (CPE)

La Commission Paritaire d'Etablissement (CPE) prépare les travaux des commissions paritaires des corps d'ingénieurs et de personnels techniques et administratifs de recherche et de formation ainsi que des autres corps administratifs, techniques, de services sociaux, de santé et de bibliothèques exerçant dans l'établissement. Elle est créée par décision du Président de l'Université.

La CPE est composée, en nombre égal, de représentants de l'établissement désignés par le Président et de représentants des personnels IATS élus pour 3 ans.

Les modalités de composition et de fonctionnement de cette commission sont définies par la réglementation en vigueur notamment par le décret n° 99-272 du 6 avril 1999 relatif aux Commissions Paritaires d'Etablissement des établissements publics d'enseignement supérieur.

Article 45 – LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE (CCP)

Il est créé au sein de l'université une commission consultative paritaire compétente pour les agents non titulaires enseignants et administratifs de l'Université conformément à l'article 1-2 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986. La CCP est obligatoirement consultée sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme. Elle peut en outre être consultée sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents non titulaires entrant dans son champ de compétence.

Article 46 – LA COMMISSION CONSULTATIVE DES DOCTORANTS CONTRACTUELS

Conformément aux dispositions de l'article 10 du décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche, une commission consultative est instituée pour connaître des questions d'ordre individuel relatives à la situation professionnelle des doctorants contractuels.

La commission consultative des doctorants contractuels (CCDC) est composée de 6 membres siégeant avec voix délibérative.

Elle comporte le collège des représentants du Conseil scientifique (3 sièges) et le collège des représentants des doctorants contractuels (3 sièges).

- Les représentants du Conseil scientifique sont nommés par le Président sur proposition dudit Conseil : 1 professeur ou personnel assimilé et 2 autres enseignants ou personnels assimilés pour un mandat de 4 ans.

- Le collège des représentants des doctorants contractuels est composé de 3 membres titulaires et d'un nombre égal de membres suppléants élus dans les mêmes conditions et pour 2 ans.

Les représentants des doctorants contractuels sont élus au scrutin plurinominal à un tour pour un mandat de 2 ans.

La CCDC est présidée par le professeur ou personnel assimilé représentant du conseil scientifique.

L'ensemble des doctorants contractuels en fonction et dont l'Université d'Aix-Marseille est établissement employeur, sont électeurs et éligibles.

Le Directeur général des services de l'Université ou son représentant siège de droit avec voix consultative.

La CCDC rend des avis motivés au chef d'établissement. Elle peut être saisie à l'initiative de tout doctorant contractuel ou du chef d'établissement.

Article 47 – LE COMITE TECHNIQUE

Conformément au décret 2011-184 du 15 Février 2011, un Comité Technique est créé. Il comprend 10 membres titulaires et 10 membres suppléants, représentants des personnels.

Outre les compétences qui lui sont conférées en application de l'article 15 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, il est consulté sur la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement. Un bilan de la politique sociale de l'établissement lui est présenté chaque année.

Article 48 – LE COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément au décret 82-453 du 28 mai 1982 modifié par le décret 2011-774 du 28 juin 2011, un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est créé.

Le CHSCT contribue à la promotion de la prévention des risques professionnels et suit l'application de la politique de prévention de l'établissement. Il fait toutes propositions utiles en vue de promouvoir la formation à la sécurité, la protection de la santé des personnels et à l'amélioration des conditions de travail.

Le nombre des représentants titulaires du personnel est de neuf. Ces représentants titulaires ont un nombre égal de suppléants.

Le CHSCT peut se réunir en formation élargie aux représentants des usagers, pour l'examen des questions mentionnées à l'article 51 du décret du 28 mai 1982 et susceptibles d'avoir des conséquences directes sur les usagers au regard des risques auxquels ils peuvent être exposés. Le nombre de représentants titulaires des usagers est de trois. Ces représentants titulaires ont un nombre égal de suppléants.

Des CHCST de campus pourront être créés après avis du comité technique.

Article 49 – LE COMITE D’ETHIQUE DE LA RECHERCHE BIOMEDICALE ET EN SANTE PUBLIQUE

Un Comité d’éthique de la recherche biomédicale et en santé publique est créé en vue de formuler un avis sur les problèmes d’éthique ou de morale pouvant être soulevés à l’occasion de travaux de recherche menés par les membres des institutions partenaires.

Son règlement intérieur est approuvé par le Conseil d’Administration.

Article 50 – LE COMITE D’ETHIQUE POUR LA RECHERCHE SUR L’HUMAIN ET SES COMPORTEMENTS

Un comité pour la recherche sur l’humain et ses comportements formule des avis sur les questions d’éthique afférentes aux recherches poursuivies en ces domaines dans l’Université, ainsi que sur les problèmes d’éthique soulevés par les interactions entre recherche et société.

CHAPITRE X - LE MEDIATEUR DE L’UNIVERSITE

Article 51 – STATUT DU MEDIATEUR

Un Médiateur de l’Université reçoit les réclamations concernant le fonctionnement de l’Université dans ses relations avec les usagers et ses personnels. Les réclamations qu’il reçoit doivent avoir été obligatoirement précédées de démarches auprès des services concernés. Lorsque ces réclamations paraissent fondées, le Médiateur propose tout mode de résolution qui lui paraît adapté et communique ses observations au Président. Dans le cas contraire, il en informe le réclamant.

Pour l’instruction de ces affaires, il peut faire appel en tant que de besoin aux services administratifs et techniques de l’Université.

Il est élu pour trois ans par le Conseil d’Administration sur proposition du Président. Le statut du Médiateur, adopté par le Conseil d’Administration, garantit son indépendance dans l’exercice de ses fonctions.

TITRE III : MODALITES DE DESIGNATION DES MEMBRES DES CONSEILS DE L'UNIVERSITE

Article 52 – CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

Sont électeurs dans les conditions fixées par le code de l'éducation, les personnels enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs et personnels BIATSS.

Pour pouvoir être inscrits sur les listes électorales du collège correspondant à leur grade, les personnels enseignants-chercheurs et enseignants doivent être en fonction dans l'unité ou l'Établissement et les chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques doivent être affectés à une unité de recherche, rattachée à titre principal à l'Université.

Sont électeurs dans le collège des personnels administratifs, techniques et de service les agents non titulaires en fonction dans l'établissement pour une durée minimum de dix mois pendant l'année universitaire.

Les étudiants, les personnes bénéficiant de la formation continue et les auditeurs sont électeurs et éligibles dans les conditions fixées par le code de l'éducation.

Article 53 – RATTACHEMENT DES ELECTEURS

I - Pour le Conseil d'Administration

Les enseignants-chercheurs ainsi que les enseignants associés, les ATER, doctorants contractuels et vacataires effectuant un service d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence sont répartis en fonction de leur groupe d'appartenance au Conseil National des Universités, soit :

SECTEURS DE FORMATION	GROUPES CNU
DROIT, ECONOMIE, GESTION	1 et 2
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES	3,4 et 14
SCIENCES ET TECHNOLOGIES	5, 6, 7, 8, 9 et 10
SANTÉ	11, Médecine Pharmacie et Odontologie

Les enseignants relevant d'un statut d'enseignant du premier ou du second degré sont répartis dans ces mêmes secteurs de formation suivant les modalités définies ci-après :

SECTEURS DE FORMATION	DISCIPLINES RATTACHÉES
DROIT, ÉCONOMIE, GESTION	Enseignants d'Economie-Gestion
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES	Enseignants d'Arts, de lettres, Langues et Sciences Humaines, enseignants 1 ^{er} degré
SCIENCES ET TECHNOLOGIES	Enseignants de Sciences et de Technologies

Les enseignants de l'EU3M sont rattachés au secteur de formation Santé.

Les chercheurs des EPST (hors INSERM) sont rattachés aux secteurs de formation correspondant à leur section CNRS, groupe ou code de discipline.

Les personnels scientifiques des bibliothèques sont rattachés au principal secteur disciplinaire de leur lieu d'affectation.

Les chercheurs de l'INSERM sont rattachés aux secteurs de formation correspondant à leur domaine d'activité soit :

SECTEURS DE FORMATION	DOMAINE D'ACTIVITE
DROIT, ÉCONOMIE, GESTION	UMR INSERM MARSEILLE CENTRE
SANTÉ	UMR INSERM TIMONE
SCIENCES ET TECHNOLOGIES	UMR INSERM LUMINY

Les étudiants sont répartis entre les quatre secteurs de formation d'Aix-Marseille Université conformément à celui dont relève leur composante d'inscription.

Par exception à ces dispositions générales, les étudiants étant inscrits à titre principal dans l'IUT, votent au titre du secteur « Sciences et Technologies ».

De même, les étudiants inscrits à titre principal à l'ESPE, votent au titre du secteur « Sciences Humaines et Sociales ».

Toutes les demandes de modification des listes électorales résultant de l'application du présent article sont formulées auprès du Président de l'Université.

II - Pour le Conseil Scientifique

Les enseignants-chercheurs ainsi que les enseignants associés, ATER, doctorants contractuels et vacataires effectuant un service d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence et vacataires, les enseignants du second degré, les chercheurs ainsi que les étudiants sont répartis dans les secteurs disciplinaires, conformément à l'article 25 des présents statuts, en fonction des groupes CNU, disciplines ou domaines visés au paragraphe premier du présent article, étant précisé que les enseignants relevant d'un statut second degré d'économie-gestion ainsi que les chercheurs « UMR INSERM MARSEILLE CENTRE » relèvent du secteur disciplinaire « ECONOMIE ET GESTION ».

Les personnels scientifiques des bibliothèques sont rattachés au principal secteur disciplinaire de leur lieu d'affectation.

Par exception à ces dispositions, les enseignants-chercheurs, autres enseignants de l'IUT et de l'ESPE sont rattachés au secteur disciplinaire « AUTRES ».

III - Pour le Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire

Les enseignants-chercheurs ainsi que les enseignants associés, ATER, doctorants contractuels et vacataires effectuant un service d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence et vacataires, les enseignants du second degré, les chercheurs sont répartis dans les secteurs de formation en fonction des groupes CNU, disciplines, ou domaines visés au paragraphe premier du présent article.

Les personnels scientifiques des bibliothèques sont rattachés au principal secteur disciplinaire de leur lieu d'affectation.

Les étudiants sont répartis dans les secteurs disciplinaires conformément à l'article 28 des présents statuts.

Article 54 – CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales sont éligibles

Nul ne peut siéger dans plus d'un des Conseils centraux de l'université, à l'exception du Président qui préside les trois Conseils. A l'exception du Président, tout candidat élu dans plusieurs Conseils devra donc choisir celui dans lequel il souhaite siéger.

Nul ne peut être élu à plus d'un Conseil d'Administration d'Université.

Nul ne peut être électeur ni éligible dans le collège des étudiants s'il appartient à un autre collège de l'établissement.

Le dépôt des candidatures est adressé par lettre recommandée au Président de l'Université ou par dépôt contre récépissé, à une date fixée par arrêté du Président, qui ne peut être antérieure de plus de quinze jours francs ni de moins de deux jours francs à la date du scrutin.

Article 55 – DUREE DES MANDATS

Les membres élus des Conseils sont désignés pour quatre ans, sauf pour les étudiants dont le mandat est de deux ans.

Le mandat des personnalités extérieures est de quatre ans.

Le remplacement des élus ayant perdu leur mandat pour quelque cause que ce soit s'effectue selon les modalités prévues par le code de l'éducation.

Article 56 – MODE DE SCRUTIN

Les membres du Conseil d'Administration, du Conseil Scientifique et du Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire, en dehors des personnalités extérieures, sont désignés au scrutin secret et au suffrage direct, en application du code de l'éducation.

Pour les élections des représentants enseignants-chercheurs et des personnels assimilés au Conseil d'Administration de l'Université, chaque liste de candidats assure la représentation des grands secteurs de formation enseignés dans l'Université tels que définis à l'article L. 719-1 du code de l'Éducation. Il est attribué à la liste qui obtient le plus de voix un nombre de sièges égal à la moitié des sièges à pourvoir. Les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle au plus fort reste

Pour les élections des représentants étudiants et des personnes bénéficiant de la formation continue au Conseil d'Administration de l'Université, chaque liste assure la représentation d'au moins deux des grands secteurs de formation enseignés dans l'Université concernée. Pour chaque représentant, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire ; il ne siège qu'en l'absence de ce dernier.

Article 57 – VOTE PAR PROCURATION

Les électeurs peuvent donner procuration écrite pour voter en leur lieu et place à un mandataire qui doit être inscrit sur la même liste électorale que le mandant.

Le mandataire ne peut être porteur de plus de deux mandats. Il doit justifier de son identité dans les conditions réglementaires. Lorsqu'il s'agit d'un personnel, il devra produire une photocopie d'une pièce d'identité de chacun de ses mandants (Carte professionnelle ou d'identité). Lorsqu'il s'agit d'un étudiant, il devra produire une pièce d'identité de chacun de ses mandants (Carte d'étudiant ou d'identité).

Article 58 – OPERATIONS ELECTORALES

Article 58-1 : COMITE ELECTORAL CONSULTATIF

Le Président de l'Université est responsable de l'organisation des élections.

Un Comité Electoral Consultatif assiste le Président pour l'ensemble des opérations d'organisation. Il est composé de :

- 2 représentants des personnels enseignants proposés par le Président et élus par et parmi les personnels enseignants du Conseil d'Administration
- 1 représentant des personnels BIATSS proposé par le Président et élu par et parmi les personnels BIAT SS du Conseil d'Administration
- Le Vice-président étudiant
- Le Directeur Général des Services ou son représentant
- Le Directeur des Ressources Humaines ou son représentant
- Le Responsable du Service Juridique ou son représentant.

Le comité électoral est présidé par un enseignant-chercheur désigné par le Président de l'Université.

Article 58-2 : ELECTIONS GENERALES

Par arrêté, le Président de l'Université fixe la date des élections et convoque le corps électoral par voie d'affichage, 30 jours au moins avant la date du scrutin.

Les listes électorales sont affichées vingt jours au moins avant la date du scrutin.

Les demandes de rectification de ces listes s'effectuent conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n° 85-59 du 18 janvier 1985 modifié.

Les recours éventuels contre les élections ont lieu selon les dispositions fixées au Titre V du décret précité.

TITRE IV : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I - FRANCHISES UNIVERSITAIRES

Article 59 – LES PRINCIPES

L'Université met en œuvre les principes relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche affirmés dans le code de l'éducation. Elle garantit aux enseignants leur indépendance et permet l'exercice de la liberté d'expression par l'ensemble de ses personnels et de ses étudiants.

Ces principes sont mis en œuvre selon des modalités fixées par le règlement intérieur.

Toute action portant atteinte aux principes visés à l'article précédent ou à l'ordre public dans l'enceinte de l'Université est sanctionnée dans les conditions prévues par le code de l'éducation et conformément au règlement pris pour son application.

Article 60 – LE POUVOIR DISCIPLINAIRE

Le pouvoir disciplinaire est exercé dans les conditions définies aux articles L.712-4, L.811-5, L.952-7, L.952-8 et L.952-9 du code de l'éducation et conformément aux textes pris pour leur application.

CHAPITRE II - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 61 – DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Les services de l'Université sont dirigés par un Directeur Général des Services nommé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition du Président, conformément à la réglementation en vigueur. Le DGS assure, sous l'autorité du Président, la direction, l'organisation et le fonctionnement des services administratifs, financiers et techniques de l'établissement. Il contribue à l'élaboration des politiques d'établissement dont il assure la mise en œuvre opérationnelle. Il conçoit, met en place et assure le suivi des indicateurs de performance de l'établissement dans les domaines de la gestion administrative, financière et patrimoniale, celles des ressources humaines et des systèmes d'information.

Il participe, avec voix consultative, au Conseil d'Administration, au Conseil Académique et à ses commissions et à toutes les autres instances administratives de l'Université.

Article 62 – LES CAMPUS ADMINISTRATIFS

L'organisation administrative et technique de l'université est fondée sur un principe de **mutualisation** à l'échelle d'un campus administratif.

Des directions de campus sont rattachées aux services centraux.

Les campus administratifs sont :

- Aix-en-Provence
- Étoile

- Marseille centre
- Timone
- Luminy

Les sites déconcentrés seront rattachés chaque fois que nécessaire à un de ces campus administratifs ou directement aux services centraux.

CHAPITRE III - AUTONOMIE FINANCIERE

Article 63 – RESPONSABILITES ET COMPETENCES

Aix-Marseille Université bénéficie à compter du 1^{er} janvier 2012 des responsabilités et des compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à 954-3 du Code de l'Éducation.

Les comptes de l'Université font l'objet d'une certification par un commissaire aux comptes.

Article 64 – BUDGET DE L'UNIVERSITE

Le budget de l'université est exécutoire à compter de sa communication au recteur chancelier des universités, après approbation par le conseil d'administration de l'université.

Le budget de l'Université est publié sur son site internet dans le délai d'un mois à compter de son adoption par le conseil d'administration.

Article 65 – BUDGET DES COMPOSANTES ET DES SERVICES COMMUNS

Les composantes et les services communs de l'université sont associés à l'élaboration du budget de l'établissement. Ces unités et services communs reçoivent chaque année une dotation de fonctionnement arrêtée par le Conseil d'Administration de l'Université.

Dans le respect des grandes orientations arrêtées par le Conseil d'Administration et la lettre de cadrage définie par le Président d'Université, les Conseils des composantes réglementaires et statutaires adoptent chacune leur budget, sur proposition de leur Directeur.

Ces budgets sont exécutoires, après approbation du Conseil d'Administration de l'Université.

Le Conseil d'Administration, sur proposition du Président d'Université, arrête les recettes et les dépenses des services et des composantes de l'Université qui ne sont pas dotés d'un Conseil propre.

Article 66 – L’ORDONNATEUR

Le Président d’Université est Ordonnateur Principal pour le budget de l’établissement.

Le Président peut requérir l’agent comptable.

Les ordonnateurs secondaires peuvent requérir l’agent comptable dans le cadre de leur budget propre.

Le Président peut déléguer sa signature dans les conditions prévues à l’article L712-2 du Code de l’Education.

Les ordonnateurs secondaires peuvent déléguer leur signature aux agents publics de la composante placés sous leur autorité.

Article 67 – L’AGENT COMPTABLE

Les fonctions d’Agent Comptable, Chef du Service de la Comptabilité de l’établissement, sont exercées par un comptable principal nommé, sur proposition du Président d’Université, par arrêté conjoint du Ministre chargé des Universités et du Ministre chargé du Budget et conformément à la réglementation en vigueur.

L’Agent Comptable participe avec voix consultative au Conseil d’Administration et à toutes les instances administratives de l’Université. Il peut se faire accompagner d’un ou plusieurs collaborateurs.

Il peut exercer, sur décision du Président, les fonctions de Chef du Service Financier de l’Etablissement.

TITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 68 – REVISION DES STATUTS

Les présents statuts peuvent être révisés à la majorité absolue des membres en exercice du Conseil d'Administration.

Article 69 – PUBLICATION DES STATUTS

Les présents statuts seront édités par l'Université et seront diffusés sur son site internet.

Article 70 – REFERENCE AU CODE DE L'EDUCATION

Les présents statuts sont soumis à toutes les dispositions du Code de l'Education et des décrets pris en application, même en l'absence de référence expresse.

Article 71 – REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur de l'Université est adopté par le Conseil d'Administration à la majorité absolue des membres composant le Conseil. Il peut être modifié, dans les mêmes conditions, à l'initiative du Président ou du quart des membres du Conseil d'Administration.

ANNEXE I : TABLEAU DE CONCORDANCE DES UFR, INSTITUTS, ÉCOLES ET DÉPARTEMENT

<i>Composante AMU</i>	<i>Ancienne Composante</i>
UFR Arts, Lettres, Langues, Sciences humaines	Université de Provence <ul style="list-style-type: none"> • UFR Arts, Lettres, Langues, Sciences humaines
UFR Droit et Science politique	Université Paul Cézanne <ul style="list-style-type: none"> • UFR Droit et Science Politique
Institut de management public et de gouvernance territoriale	Université Paul Cézanne <ul style="list-style-type: none"> • Institut de Management Public et Gouvernance territoriale
UFR Médecine	Université de la Méditerranée <ul style="list-style-type: none"> • UFR Médecine
UFR Odontologie	Université de la Méditerranée <ul style="list-style-type: none"> • UFR Odontologie
UFR Economie et gestion	Université de la Méditerranée <ul style="list-style-type: none"> • UFR Sciences économiques et de Gestion Université Paul Cézanne <ul style="list-style-type: none"> • UFR d'Economie appliquée
UFR Sciences du Sport	Université de la Méditerranée <ul style="list-style-type: none"> • UFR Sciences du Sport

UFR Pharmacie	<p align="center">Université de la Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none"> • UFR Pharmacie
UFR Sciences	<p align="center">Université de Provence</p> <ul style="list-style-type: none"> • UFR Mathématiques, Informatique, Mécanique • UFR Sciences de la Matière • UFR Sciences de la vie, de la terre et de l'environnement • Département Sciences, Arts et Techniques de l'Image et du son (SATIS) • Département Environnement, Technologie et Société (DENTES) <p align="center">Université de la Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none"> • UFR Sciences • Institut de Mécanique de Marseille <p align="center">Université Paul Cézanne</p> <ul style="list-style-type: none"> • UFR de Sciences et Techniques
Ecole Universitaire de Maïeutique Marseille Méditerranée	<p align="center">Université de la Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecole Universitaire de Maïeutique Marseille Méditerranée
Ecole de Journalisme et de Communication de Marseille	<p align="center">Université de la Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecole de Journalisme et de Communication de Marseille
Institut d'Administration des Entreprises	<p align="center">Université Paul Cézanne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institut d'Administration des Entreprises
Institut Universitaire de Formation des Maîtres	<p align="center">Université de Provence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institut Universitaire de Formation des Maîtres

Institut Universitaire de Technologie d'Aix-en-Provence	<p style="text-align: center;">Université de la Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institut Universitaire de Technologie
Institut Universitaire de Technologie de Marseille	<p style="text-align: center;">Université Paul Cézanne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institut Universitaire de Technologie
Institut Universitaire de Technologie de Provence	<p style="text-align: center;">Université de Provence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institut Universitaire de Technologie
Institut Régional du Travail	<p style="text-align: center;">Université de la Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institut Régional du Travail
Observatoire des Sciences de l'Univers – Institut Pythéas	<p style="text-align: center;">Université de Provence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Observatoire Astronomique de Marseille Provence (OAMP) <p style="text-align: center;">Université de la Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Observatoire des Sciences de l'Univers - Centre d'Océanologie de Marseille (OSU-COM)
Polytech'Marseille	<p style="text-align: center;">Université de Provence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecole Polytechnique Universitaire de Marseille <p style="text-align: center;">Université de la Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Luminy
Centre de Formation des Musiciens Intervenants	<p style="text-align: center;">Université de Provence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Centre de Formation des Musiciens Intervenants
Département Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme	<p style="text-align: center;">Université de Provence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme

ANNEXE II : COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES INSTANCES D'AIDE AU PILOTAGE

A – EXTERNES

LE COMITE DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE

Composition du Comité de Prospective Stratégique

Le Comité comprend au plus 20 membres extérieurs à l'Université, personnes morales ou physiques, proposés par le Président, et élus par le Conseil d'Administration.

Les membres du Comité sont élus pour 4 ans. Leur mandat prend obligatoirement fin à la date de l'élection d'un nouveau Président.

Fonctionnement du Comité De Prospective Stratégique

Présidé par le Président de l'Université, le Comité se réunit au moins trois fois par an.

LE COMITE D'ORIENTATION SCIENTIFIQUE

Composition du Comité d'Orientation Scientifique.

Le Comité comprend, au plus, 40 membres proposés le Président du Directoire de la Recherche au Président de l'Université et élus **par la Commission de la Recherche**.

Les membres sont choisis parmi les personnalités scientifiques de haut niveau, dont la spécialité est représentée au sein de l'Université. Ils sont choisis, pour un tiers au maximum, parmi des personnalités françaises, et pour les deux tiers parmi des personnalités étrangères, notamment parmi les Docteurs Honoris Causa de l'Université.

Les membres du Comité sont nommés pour 4 ans, leur mandat prend obligatoirement fin à la date de l'élection d'un nouveau Président.

Fonctionnement du Comité d'Orientation Scientifique

Le Comité se réunit une fois tous les 4 ans sous la Présidence du Président de l'Université.

B – INTERNE

LE DIRECTOIRE DE LA FORMATION

Composition du directoire de la Formation

Il est composé de :

- 1 Président
- 20 membres : 10 enseignants-chercheurs, 5 représentants du secteur socio économique et 5 étudiants et/ou anciens étudiants de l'université d'Aix-Marseille.

Le Président de l'Université nomme le Président du Directoire pour une durée de quatre ans dans la limite de la durée de son mandat.

Le Président de l'Université nomme les membres-experts sur proposition du Président du Directoire.

Les membres-experts sont nommés pour une durée de deux ans renouvelable une fois dans la limite de la durée du mandat du Président de l'Université.

Fonctionnement du directoire de la Formation

Le Directoire de la Formation se réunit au moins trois fois par an.

LE DIRECTOIRE DE LA RECHERCHE

Composition du Directoire de la Recherche

Il est composé de :

- 1 Président
- 20 membres, au plus, représentatifs des secteurs disciplinaires de l'université.

Le Président de l'Université nomme le Président du Directoire pour une durée de quatre ans dans la limite de la durée de son mandat.

Le Président de l'Université nomme les membres-experts sur proposition du Président du Directoire.

Les membres-experts sont nommés pour une durée de deux ans renouvelable une fois dans la limite de la durée du mandat du Président de l'Université.

Seront invités, à titre consultatif, aux réunions du directoire de la recherche les responsables des pôles de recherche

Fonctionnement du Directoire de la Recherche

Le Directoire de la Recherche se réunit au moins trois fois par an

LE CONSEIL D'ORIENTATION DU SYSTEME D'INFORMATION

Composition du Conseil d'Orientation du Système d'Information

Il est composé notamment du Vice-président Système d'information, du directeur de la Direction du Système d'information, du Directeur Général des Services de l'université, du directeur des ressources humaines, des Vice-présidents de l'université ou leurs représentants, du chargé de mission aux TICE, du directeur du Service Commun de la Documentation ou de son représentant et du directeur de la Direction du pilotage et du contrôle de gestion ou de son représentant ainsi que des doyens et directeurs de composantes.

Le Président peut inviter à participer à une séance, sur point particulier de l'ordre du jour, toute personne dont la présence lui paraît utile.

Fonctionnement du Conseil d'Orientation du Système d'Information

Présidé par le Vice-président Système d'Information, le Conseil se réunit au moins trois fois par an.

LE COMITE D'ORIENTATION DE LA POLITIQUE PATRIMONIALE

Composition du Comité d'Orientation de la Politique Patrimoniale

Il est composé du Vice-président du Conseil d'Administration, des Vice-présidents des secteurs disciplinaires, des doyens et directeurs de composante, du Directeur Général des Services de l'université, du directeur de la Direction du patrimoine immobilier.

Fonctionnement du Comité d'Orientation de la Politique Patrimoniale

Présidé par le Président de l'Université, le Comité se réunit au moins trois fois par an.